

Le Fil Rouge

Bulletin d'information de la section du PCF du Plateau de Lannemezan et Vallées

Octobre 2009

Une nécessaire riposte Un projet alternatif sur des bases claires

Luttons sans attendre 2012 : des solutions existent...

Le chômage, la misère, les inégalités s'amplifient, provoquant des drames au quotidien. Actuellement beaucoup de questions demeurent sans réponses et sont cachées au débat public...

Ces questions touchent tout particulièrement :

- l'utilisation de l'argent public
- la répartition des richesses produites
- l'endettement de notre pays pour fournir toujours plus d'argent aux banques qui spéculent
- la suppression des emplois
- la pression des salaires permettant aux grandes sociétés de faire des profits et tout récemment cette "taxe carbone" touchant les ménages laborieux et n'ayant rien à voir avec l'écologie, mais plutôt avec le renflouement des caisses de l'Etat.

➔ La levée totale du secret bancaire, la lutte contre la corruption, la fin des paradis fiscaux, une harmonisation de la fiscalité des entreprises au sein de l'Europe, la taxation des mouvements des capitaux seraient des actes forts et utiles.

Pourtant les moyens financiers sont considérables, mais la droite a choisi de les donner aux banques (365 milliards d'€) plutôt que de faire reculer bien des détresses sociales.

La Gauche doit aider toutes les mobilisations indispensables ; son combat face à la droite ultra libérale doit être direct, déterminé pour réussir et être efficace, on pourra organiser des consultations populaires semblables à la votation pour La Poste qui a connu un grand succès.

AYONS LE COURAGE DE TENIR TÊTE AUX ROIS DE LA FINANCE PLUTÔT QUE LES RASSURER

LES NOUVEAUX CHOIX NE PEUVENT ÊTRE QU'ANTICAPITALISTES !

EXIGEONS le blocage de tous les plans de licenciements et leur examen par des commissions régionales et locales avec obligation faite aux banques de soutenir l'activité, l'emploi des entreprises en difficulté (une loi a été déposée le 28 Mai par le groupe communiste).

OPTONS pour l'augmentation des petits et moyens salaires et des retraites pour plus de justice et d'efficacité sociale.

PRATIQUONS la défense et la reconstruction de tous les services publics : l'Hôpital, l'École, La Poste, EDF, GDF

REFUSONS radicalement la privatisation, les besoins sont immenses et les attentes sont fortes.

RELANÇONS le débat public pour une fiscalité plus juste avec aussi un nouveau système de crédit aidant d'abord le développement des territoires et des capacités humaines. Un pôle public bancaire s'impose.

OBLIGEONS que le projet de réforme territoriale du gouvernement devienne une affaire populaire.

La gauche doit construire un projet politique totalement neuf qui est porteur d'axes de transformations sociales radicales mais aussi qui conduit autrement la politique avec une ouverture à la société, la démocratie, la participation citoyenne.

⚡ **Il y a urgence à préparer de grandes mobilisations sociales et politiques résolument à gauche.**

Ce qui a été commencé avec le **Front de gauche doit s'amplifier** pour l'élaboration d'un **projet de changement face à une situation gravissime et hautement inquiétante.**



Lac de SOUES
24 et 25 Octobre 2009

Animations,
concerts,
débat,
restauration...

Vignette bon de soutien

5 €

SOMMAIRE

Edito - Annonce Fête de l'Huma 65 : page 1

Avis de Tempête sur le devenir de La Poste & Résultats de la votation citoyenne - Les services publics privatisés : page 2

Le tableau noir de l'école - Une rentrée au rabais : page 3

Agriculture & Développement Durable : page 4

Jean-Claude De Vita



Avis de Tempête sur le Devenir de La Poste !



En effet, La Poste est dans le collimateur du pouvoir, d'établissement public elle deviendrait une Société Anonyme : **c'est-à-dire une privatisation qui ne veut pas dire son nom.**

Il est temps que les citoyens s'en mêlent et organisent, partout, des comités de défense, avec les syndicats, les conseils municipaux, comme ils l'ont réalisé lors de la votation citoyenne qui a remporté un brillant succès le 3 octobre dernier : sur l'ensemble du territoire : **2 millions de français ont exprimé massivement leur souhait de ne pas voir partir La Poste vers des destinées privées !**

☺ Ainsi par exemple : **La Barthe-de-Neste 321 citoyens ont dit Non** (2 nuls), **Capvern : 366 Non** (9 oui), **Sarrancolin** : 479 votants, **476 Non** (2 oui, 1 blanc), **St-Paul** : 55 votants, **54 Non** (1 oui)... **Bize** : 53 votants, **53 Non**, **Loures-Barousse** : 293 votants, **293 Non**...

Bref, sur tout l'hexagone, la votation citoyenne s'est exprimée franchement !

Mais le démantèlement a déjà commencé et ce sont les usagers qui en sont les premières victimes.

☞ **N'écoutez pas le gouvernement** qui jure que La Poste ne sera pas privatisée ! Que tout va bien dans le meilleur des mondes alors que 6.000 bureaux sur 17.000 ont été "transformés" et que **50.000 emplois ont été supprimés !!!**

Comprenez qui pourra...

A. Pécondom

Qu'en est-il des Services Publics privatisés ?

⚡ **"A FRANCE TELECOM !** C'est un cauchemar social pour les salariés ! **24 suicides en 18 mois !** Le plan de restructuration Next qui a détruit près de 22.000 emplois à coups de mobilité forcée et de "management par la terreur" en est la cause. **Pendant ce temps-là, ce sont 3,6 milliards d'Euros pour les actionnaires, pour la seule année 2008 !** (soit une hausse de +7,7 % !).

⚡ **Dans le FRET FERROVIAIRE :** les conditions de travail se sont fortement dégradées depuis l'arrivée d'entreprises privées en 2006. Il n'est pas rare que des conducteurs passent 17 heures d'affilée en tête de train ! Les heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées ! Le Droit du Travail est rogné...10.000 emplois supprimés depuis 2003, entre 5 et 6.000 encore prévus... suppressions massives de lignes !...

⚡ **A GDF-Suez :** c'est tout bénéfique pour les actionnaires ! Des milliards d'Euros de bénéfices ne sont pas réinvestis dans l'entreprise mais vont directement dans la poche des actionnaires ! L'Etat ne détient plus que 35 % de GDF !

⚡ **A EDF :** 73 % des bénéfices de l'entreprise passent aux actionnaires et pendant ce temps-là... l'usager paie et repaie. (source : *L'Humanité Dimanche du 1^{er} au 7 octobre 2009*)

☞ : Tiens d'ailleurs, un usager nous fait remarquer, ayant approfondi la lecture de sa facture, que dans "**autres prestations : contribution au service public d'électricité**", depuis 2005, il paie pour l'énergie renouvelable et en grande partie pour l'éolien : 79,36 € TTC/an (**parce qu'attention ! Sous couvert d'énergie renouvelable, là encore le marché est juteux pour le privé !**)...

Ah ! Tous ces beaux Services Publics qui n'alliaient surtout pas être privatisés, rester publics et patati et patata... qu'est-ce qu'ils sont juteux pour certains mais... à quels prix pour d'autres (salariés et usagers)!... Le mensonge est la propre du capitalisme : "c'est clair, c'est simple, c'est net" (dixit "le président du pouvoir d'achat"). Non, décidément, la morale et la honte n'étouffent pas ceux qui le servent... le capitalisme !

...Et si un vent de changement soufflait dans l'autre sens ?! Car rien n'est irréversible...

LE TABLEAU NOIR DE L'ÉCOLE

○ Une rentrée au rabais ○

12 millions d'élèves ont regagné les bancs de l'école mais, plus que jamais, le monde de l'Education est confronté à un désengagement total de l'Etat.

Cette année, **13.500** postes disparaissent.

16.000 postes en moins sont encore prévus pour 2010.

Depuis 2003, les suppressions frôlent les : **62.000** !

▴ Les enseignants et bien sûr tous les élèves paient au prix fort cette hécatombe.

Les suppressions des postes entraînent des classes surchargées empêchant toute aide aux enfants en difficulté, le dédoublement des classes, le travail en groupe, les sorties culturelles...

▴ C'est un appauvrissement caractérisé de l'offre scolaire.

D'AUTRES CHIFFRES ILLUSTRENT ENCORE CE DÉSENGAGEMENT CONTINU DE L'ETAT !

En peu de temps, le taux de scolarisation **des enfants de moins de 3 ans** est passé :

de **24 %** (en 2003-2004)

à **17 %** (en 2007-2008)

Une tendance qui va s'accroître avec l'apparition des jardins d'éveil payants et gérés par les collectivités locales. Oui, la maternelle est menacée. Elle était pourtant la "plus belle du monde".

👉 **A l'école primaire**, cette année, 1.500 Réseaux (les RASED) sont supprimés.

Cette aide, pourtant bien spécifique, assurée par un spécialiste formé, sera désormais assumée par chaque enseignant dans sa classe, dans le cadre de *l'aide personnalisée*.

Beaucoup d'enseignants, dans l'intérêt des enfants refusent d'appliquer cette réforme gouvernementale jugeant *l'aide personnalisée* inefficace et impossible à mettre en place.

🕒 **Il faut savoir que ces enseignants "désobéisseurs" sont sanctionnés en commission disciplinaire avec abaissement d'échelon.** Quel geste affligeant de la part de l'action ministérielle !

La droite de notre pays mène, au pas de charge, une politique bafouant toutes les solidarités et s'attaquant aux valeurs porteuses de dignité et de liberté.

👉 **Dans le secondaire**, où quelques 7.000 postes sont supprimés, ce sont surtout les filières technologiques, les options langues, l'économie qui ont été retirées dans beaucoup d'établissements, réduisant les chances de réussite.

Pourtant, les besoins augmentent. Nous comptons 17000 élèves en plus dans le secondaire en cette rentrée 2009.

Les chiffres sont là, les élèves aussi. Les gouvernants ultra-libéraux disent à longueur d'antenne que les postes sont supprimés en raison des baisses d'effectifs : c'est faux !

🕒 **Pour maintenir l'encadrement des élèves, il est utile de savoir que les rectorats font appel de plus en plus à des retraités ou à des étudiants vacataires payés à l'heure via des annonces du "Pôle Emploi" !**

👉 **L'université est grandement touchée** : on assiste à un appauvrissement des moyens.

On compte, en ce début d'année scolaire : **18 à 20 %** de baisse des inscriptions.

L'égalité des chances, le savoir pour tous, notre beau pacte républicain est bien mis à mal et avec lui le service public d'éducation.

▴ **Nous assistons progressivement à un "étouffement" progressif de l'enseignement public.**

👉 **Tout récemment, la laïcité est fortement attaquée avec la loi Carle (sénateur UMP) :**

Cette loi veut contraindre les communes à financer l'école privée (500 millions d'euros par an).

C'est inacceptable ! C'est aller à l'encontre du Préambule de la Constitution de 1958 qui dit que :

"l'Etat doit se porter garant d'une école gratuite, libre et laïque pour tous".

Face à toutes ces attaques, notre engagement nous inscrit dans la résistance. Nous ne renoncerons pas à une école de la réussite pour tous.

L'éducation, de la maternelle à l'université, n'est pas une charge pour l'Etat mais une richesse. L'émancipation des individus est étroitement liée au savoir. S'attaquer à l'intelligence de notre pays, c'est opter pour la régression sociale et favoriser les classes dominantes : c'est de l'in-jus-tic-ce !

👉 **Il faut savoir que dans les Hautes-Pyrénées** : 13 postes sont supprimés en primaire, 9 postes de RASED manquent, 21 suppressions de postes touchent les lycées.

Nous sommes, nous aussi, dans notre petit département, victimes de la logique glaciale et comptable qui prépare une régression sociale sans précédent.

La dernière en date qui vient corroborer ce propos : Hypocrisie, absurdité, "ruse" malsaine de vouloir rémunérer des élèves pour qu'ils viennent à l'école ! Alors même que l'absentéisme est issu des mesures iniques prises à l'encontre de l'Education ! Marcherait-on sur la tête ?

N'oublions jamais : il n'y a pas de vie sans Paysans !

Après la réunion des ministres européens de l'agriculture concernant les producteurs de lait, un groupe d'experts a été constitué. Il devra remettre le résultat de ses travaux avant ... juin 2010 !!!!

Alors, les producteurs de lait continuent à manifester pour un prix du lait régulé et suffisant (0,40 € le litre) et des quotas de production également régulés.

En 2008, le revenu agricole moyen avait baissé de 20 % et l'INSEE annonce qu'entre juin 2008 et juin 2009 les prix agricoles ont chuté de plus de 13 % : le lait -21,6 %, les fruits & légumes -17,6 % (jusqu'à -30% pour certains !), les ovins : jusqu'à -17 % dans certaines régions, les bovins : la baisse se poursuit et atteint ainsi -40% en 20 ans, les porcs : il faudrait au moins 1,5 € le kg alors que le prix au kilo oscille autour de 1,3 €, les céréales : environ -50 % en 2008...

Les orientations qui se dessinent en Europe pour la Politique Agricole Commune (PAC) en 2013 sont mauvaises. **L'agriculture française est en danger et les différentes productions sont toutes soumises à devoir produire encore et toujours moins cher. L'Europe ne les protège pas contre le capitalisme mondialisé qui leur impose une concurrence venant de divers pays et ne respectant pas l'environnement, les conditions sociales des producteurs et des salariés sous payés, exploités, souvent clandestins.**

Les citoyens sont sensibles aux difficultés des agriculteurs. 70 voire 85 % et même 92 % pour la grève du lait trouvent justifiées leurs exigences et leurs manifestations. Et comme consommateurs, ils voient mieux aujourd'hui la différence importante entre le prix de production et les prix à la consommation : **une des raisons du développement des ventes directes des producteurs aux consommateurs.**

Les actions de défense des paysans pour survivre et pour une agriculture de progrès doivent, de plus en plus, recevoir le soutien actif de la population !

Hervé


URGENCE A ROMPRE AVEC LA LOGIQUE DU PROFIT-ROI POUR DONNER UNE CHANCE A NOTRE TERRE !


Il est maintenant reconnu de tous, que les changements climatiques qui affectent déjà notre planète, vont avoir de graves conséquences pour la vie sur la Terre des générations futures, si le mode de fonctionnement mondial n'est pas modifié ?

Dans cette évolution, il y a des phénomènes déjà palpables, visibles. Mais sommes-nous conscients que c'est un enjeu planétaire qui est de la responsabilité de tous : gouvernements, entreprises, collectivités et citoyens ?

Ces deux derniers montrent, par des actions concrètes, qu'à leur échelle, ils sont engagés dans des démarches éco(nome)-citoyennes. C'est important mais pas suffisant.

La véritable réponse à ce défi mondial est d'instaurer un rapport nouveau entre l'Homme et la Nature.

 **Le système capitaliste, avide de profits immédiats, n'est pas celui qui permettra cette mutation qui ne doit pas passer par la décroissance où les pauvres seraient plus nombreux et encore plus pauvres et où les riches, pour maintenir leurs profits, négocieraient des autorisations à polluer.** La taxe carbone visant "à dissuader les consommations énergétiques excessives" est inefficace pour l'environnement et consacre l'usager comme principal responsable de la pollution. En clair : 300 € annuels supplémentaires pour le seul chauffage par ménage, 7 à 8 centimes d'augmentation de l'essence au litre, 15 % d'augmentation du prix du gaz... Décevant !

 **Une véritable démarche de développement durable doit être capable d'apporter le progrès pour tous :**

✱ **par un développement économique basé sur des valeurs environnementales. De plus, elles sont porteuses de nouvelles capacités de recherche et d'industrie et donc d'emploi.**

✱ **par un développement social qui apporterait plus de solidarité et d'équité entre tous les Hommes de la planète.**

✱ **par une préservation de notre environnement qui permettra de diminuer l'emprise de l'Homme sur la Nature.**

Geneviève Péfourque